



HAL
open science

Réflexions éparses sur l'Italie politique contemporaine

Julien Giudicelli

► **To cite this version:**

Julien Giudicelli. Réflexions éparses sur l'Italie politique contemporaine. L'Harmattan, 2024, Droit comparé, Arnaud Martin, 978-2-336-49051-9. hal-04669607

HAL Id: hal-04669607

<https://hal.science/hal-04669607v1>

Submitted on 4 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RÉFLEXIONS ÉPARSES SUR L'ITALIE POLITIQUE CONTEMPORAINE

Julien Giudicelli



L'Harmattan

Droit comparé
Collection dirigée par Arnaud Martin

Parce que le droit ne peut plus être considéré dans sa seule dimension nationale et que son étude doit s'ouvrir aux droits étrangers, que l'analyse comparative permet de s'échapper des déterminismes qui faussent l'étude des systèmes juridiques et que l'étude des systèmes normatifs étrangers peut faciliter la recherche de réponses aux questions juridiques, la collection Droit comparé met à la disposition des chercheurs et des praticiens du droit un ensemble de travaux destinés à alimenter leur réflexion tout en donnant aux objectifs, aux méthodes et à l'utilité de l'analyse comparative une plus grande visibilité.

Elle publie des recherches en droit comparé ou accordant une place importante au comparatisme juridique, que ce soit en droit public ou en droit privé, en droit français ou en droit étranger, que celles-ci prennent la forme d'essais, d'actes de colloques ou de séminaires ou de thèses.

Elle est naturellement ouverte à toutes les écoles de pensée juridique, ainsi qu'aux recherches pluridisciplinaires dès lors qu'elles présentent une dominante juridique.

Déjà parus :

Arthur BRAUN (coord.), *Mélanges en l'honneur de Stéphane Pierré-Caps. Constitution, Etats et peuples*, 2023.

Daniel POLVERELLI, *Le rayonnement des institutions napoléoniennes à travers le monde*, 2022

Benjamin DABOSVILLE (dir.), *Comment juger en matière de rémunération ?* 2022

Florian SAVONITTO (dir.), « Dictatures » et consultations électorales en Europe et aux Amériques, 2021.

Memduh Cemil SIRIN, *L'administration de la protection de l'enfance*, 2021.

Arnaud MARTIN (dir.), *L'enfance et le droit en Amérique latine*, 2020.

Philippe CLARET et Florian SAVONITTO, *La réforme constitutionnelle sous le quinquennat d'Emmanuel Macron. Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, 2020.

Julien Giudicelli

RÉFLEXIONS ÉPARSES
SUR L'ITALIE POLITIQUE
CONTEMPORAINE

L'Harmattan

À la mémoire de mes parents
À Ilaria

SOMMAIRE

En guise d'introduction	11
Une histoire de la fin du Parti communiste italien : le passé d'une espérance (1921-1991).....	17
La gauche contre elle-même ?	35
Berlusconi, bouffonnerie ou métaphore ?	57
Le gouvernement technique ou la démocratie sans le peuple	79
De la bête politique à la <i>bestia</i> numérique. L'utilisation des réseaux sociaux par Matteo Salvini et la Ligue.....	89
Montée de l'extrême droite italienne et politique migratoire : appréhensions juridique et politique	105
Voyage aux <i>Estremi</i> . Invariants des extrêmes droites italienne et française	117
Table des matières.....	167

EN GUISE D'INTRODUCTION

La société politique italienne a connu, au sortir de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à présent, deux périodes. Le mouvement de bascule s'est opéré au début des années 1990. Jusqu'à l'orée de la dernière décennie du XX^e siècle, les deux partis dominants étaient, sans conteste, la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti communiste italien (PCI), malgré un pluripartisme favorisé par le proportionnalisme en vigueur dans les deux assemblées. Mais, alors que la DC affirma sans discontinuer son hégémonie politique (exemple paradigmatique, Giulio Andreotti, qui eut des fonctions gouvernementales de 1947 à 1992 — à l'exception d'une période finalement relativement brève, de 1979 à 1983, plusieurs fois en tant que chef du gouvernement ou, à tout le moins, comme ministre), soit qu'il gérât en propre les affaires du pays en accaparant le Palazzo Chigi, siège de la présidence du conseil, soit qu'il la délèguât en apparence à un de ses alliés, le PCI ne parvint jamais à exercer des responsabilités nationales. Les États-Unis n'auraient pu accepter que le parti communiste le plus influent de l'Europe occidentale accédât au pouvoir national, d'autant qu'il disposait de nombreuses bases militaires dans la botte. La DC, alliée indéfectible de l'Oncle Sam, usa pour cela d'un stratagème efficace. Elle ne pouvait, en raison du système électoral proportionnel, détenir seule le pouvoir. Mais, en tant que parti le plus influent, elle sut habilement former des gouvernements pluripartites (on parla ainsi de quadripartisme voire de pentapartisme), associant différents mouvements pivots et sachant convaincre certains partis de centre gauche de le rejoindre. Ce fut le cas notamment du Parti socialiste italien qui, contrairement à son homologue transalpin, refusa l'idée d'une Union de la gauche. C'est ainsi que Bettino Craxi fut presque quatre années durant, de 1983 à 1987, président du conseil.

Une expérience fut pourtant tentée dans les années 1970. Celle du compromis historique qui aurait pu unir, dans une

coalition gouvernementale, DC et PCI, pour contrer notamment le terrorisme des années de plomb. L'aile réformiste de la DC, menée par Aldo Moro, proposa l'idée, acceptée par le parti (malgré la réticence de nombre de ses figures de proue, notamment Giulio Andreotti ou Fernando Cossiga) d'une alliance avec le PCI. C'est ainsi qu'Aldo Moro et Enrico Berlinguer, le secrétaire général du parti communiste, s'accordèrent sur un rapprochement qui pouvait alors apparaître contre nature. Ce serait oublier deux facteurs d'importance. L'idée fut forgée durant les années de plomb qui ensanglantèrent la péninsule. Tout d'abord, l'extrême gauche terroriste, notamment les Brigades rouges, accusait le PCI d'être en collusion avec la bourgeoisie et ne cessa d'affirmer qu'il n'était plus, et ce depuis longtemps, révolutionnaire. L'extrême droite clandestine, à l'origine d'attentats de masse, menaçait de déstabiliser le pays, en théorisant la « stratégie de la tension », qui avait pour but de provoquer un début de guerre civile permettant aux militaires d'opérer un coup d'État pour rétablir l'ordre en instaurant un gouvernement néofasciste et mettre au ban le PCI. Par ailleurs, il serait par trop convenu de plaquer les repères français usuels sur la cartographie politique de l'Italie. Le PCI était traversé par différents courants. L'un proprement révolutionnaire, l'autre réformiste, constitué des *miglioristes*, l'aile droite du parti, augurant d'une réorientation sociale-démocrate qui finit par naître avec la dissolution du PCI en 1991 et la formation d'un nouveau parti, le PDS, parti démocrate de gauche, qui eut tôt fait de se débarrasser des racines idéologiques de son prédécesseur immédiat. De même, il serait abusif d'affirmer que la DC était uniquement un parti conservateur. Certes, une de ses figures les plus importantes, Giulio Andreotti, était indubitablement un homme de droite, mais existait également au sein du parti une aile réformiste, à tendance sociale, incarnée, notamment, par Aldo Moro. La conjonction de ces deux facteurs, les années de plomb d'une part, les différents courants innervant la DC d'autre part, a favorisé ce pari. Expérience avortée, on le sait, en raison de l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges en 1978. Le gouvernement Andreotti IV bénéficia certes du soutien du PCI qui vota la confiance, mais l'expérience ne dura qu'un an, jusqu'en 1979 et

aucun ministre communiste ne fut désigné, la DC reprenant peu après sa stratégie d'alliance avec le PSI.

Le PCI, retournant alors dans l'opposition, s'éroda quelque peu au cours de la décennie 1980 tout en demeurant le second parti recueillant le plus de suffrages jusqu'à sa dissolution, à l'exception des élections européennes de 1984. Berlinguer, historique secrétaire général du parti, décéda brusquement le 11 juin 1984, à l'âge précoce de 62 ans, d'une hémorragie cérébrale pendant la campagne électorale, après un malaise quelques jours avant lors d'un meeting à Padoue. Peu après sa disparition, et devant l'émotion suscitée par la disparition de son leader, le PCI rassembla plus de 33 % des voix et obtint pour la seule fois de son histoire la première place, devançant les démocrates-chrétiens de 0,3 point. Victoire à la Pyrrhus, nous le verrons d'ici peu et développerons ce point dans le premier chapitre de cet ouvrage. Pour autant, le parti ne parvint aucunement au pouvoir. L'accession du socialiste Bettino Craxi à la présidence du Conseil du Conseil de 1983 à 1987 (longévité gouvernementale alors la plus grande, aucun gouvernement ne couvrant la durée entière d'une législature, comme en France de cinq ans) engendra une très importante tension entre le PCI et le PSI, le premier accusant le second de trahison, n'hésitant pas à qualifier le leader du PSI d'ennemi de classe. L'acmé du conflit entre les deux partis de gauche se cristallisa autour de la question de l'échelle mobile de salaires (l'augmentation de ces derniers étant annexée à l'inflation), on y reviendra plus longuement dans le chapitre consacré au parti communiste italien. Le 14 février 1984, le président du conseil ordonna par décret (dit de la Saint-Valentin) une coupe de quatre points sur l'échelle mobile des salaires, instaurée en 1975. Le PCI et la CGIL (Confédération générale italienne du travail, syndicat proche du parti, à l'instar de la CGT jusqu'à son émancipation du PCF) s'opposèrent durement à cette mesure au nom des intérêts des salariés. Le parti batailla de façon résolue au parlement, le syndicat sur les lieux de travail, le CSIL (Confédération italienne des syndicats de travailleurs), proche du PSI, et l'UIL (Union italienne du travail) soutenant tout au contraire la mesure. La résorption de la crise advient les 9 et 10 juin 1985 à l'occasion d'un référendum abrogatif initié par le PCI contre le décret de 1984. L'échec de

l'initiative fut cinglant et les chiffres sans appel. 45,68 % des suffrages se prononcèrent en faveur de l'abrogation, 54,32 % en faveur du maintien du décret. Il amorça le déclin relatif du parti puisqu'en aux élections de la X^e Législature de 1987 le Parti communiste perdit trois points, se fixant à 26,6 % des suffrages quand la Démocratie chrétienne obtint 34,3 % des voix. Déclin relatif puisqu'aucun des partis héritiers du PCI n'accéda à tel étiage.

Au début des années 1990 on assista à deux phénomènes d'importance qui bouleversèrent irréversiblement le paysage politique italien. La dissolution du PCI d'une part, le scandale de *Tangentopoli*, système de corruption généralisée éclaboussant tous les partis, à l'exception de ce dernier, d'autre part. Achille Occhetto, dernier secrétaire du PCI et principal protagoniste de sa dissolution prononça à Bologne le 12 novembre 1989, un discours, resté célèbre dans l'histoire italienne sous le nom de *svolta della Bolognina*, profitant de la chute du mur de Berlin trois jours avant, où il annonçait, sans concertation aucune avec les membres de la direction, une évolution du parti, ce qui aboutit le 3 février 1991 à la disparition du PCI à son XX^e et dernier congrès, à Rimini, et aboutit peu après à l'apparition du Parti démocratique de la gauche (PDS), rattaché à l'Internationale socialiste et débarrassé de l'arrimage marxiste qui, toujours, constituait l'idéologie première de son prédécesseur. Nous reviendrons sur ce point.

Deuxième facteur déterminant de la désorganisation du système politique traditionnel ayant prévalu jusqu'alors, le scandale *Tangentopoli*¹. À l'occasion d'une affaire de marché truqué à Milan, le juge d'instruction Antonio di Pietro étendit ses investigations, réalisant que le système concernait tout le territoire de la péninsule et éclaboussait la quasi-totalité de la classe politique. Le fracas provoqué par cette découverte indigna l'opinion politique au fur et à mesure que la presse relayait la progression de l'enquête, dite *Mani pulite* (Mains propres), et la mise en examen de centaines de parlementaires. La *lottizzazione* (partage des postes de responsabilité publics les plus importants entre les trois plus grands partis, DC, PCI et PSI) finit enfin par

¹ Littéralement « Ville des pots de vin », Milan, où l'affaire commença.

révolter les Italiens, soucieux de mettre un terme à ce que les médias appelèrent, abusivement car la Constitution de 1947 est demeurée en vigueur, la I^{re} République. Le système électoral intégralement proportionnel, tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, fut alors accusé de tous les maux, car aurait favorisé ce système. C'est à l'occasion d'un référendum tenu en 1993 qu'il fut réformé en profondeur, aboutissant à un scrutin majoritaire uninominal à un tour pour l'attribution de trois quarts des sièges, les autres demeurant ventilés à la proportionnelle. Les partis traditionnels, notamment les plus grands, PCI, DC et PSI disparurent définitivement de la scène politique, soit pour des raisons endogènes (le PCI) soit exogènes (DC et PSI).

La coalition de gauche d'Achille Occhetto, menée par le PDS devenu social-démocrate, était promise au pouvoir en 1994, mais la campagne fulgurante menée par Silvio Berlusconi, alors simple entrepreneur milliardaire, redistribua durablement les cartes. L'homme d'affaires avait réussi l'exploit de former une coalition entre son parti, *Forza Italia* d'une part, héritant pour l'essentiel des voix démocrates-chrétiennes et, d'autre part *Alleanza nazionale*, héritière du mouvement néofasciste italien MSI (Mouvement social italien), ayant opéré son *aggiornamento* conservateur et La ligue du Nord. Cette union des droites, s'étendant à l'extrême droite, a gouverné de nombreuses fois, jusqu'à pousser au pouvoir Giorgia Meloni, chef du parti *Fratelli d'Italia*, dont l'ascendance et le discours ne peuvent que le classer à l'extrême droite. Par ailleurs, *La Lega*, à l'origine anti-immigrationniste et séparatiste, se mua, sous l'autorité de Matteo Salvini, en parti ouvertement xénophobe, qui lui permit paradoxalement d'accéder aux plus hautes responsabilités, à l'exception de la présidence du conseil. Apparut aussi sur la scène un parti clairement démagogue, au programme indéfini, proposant des mesures inspirées tant de la gauche que de l'extrême droite, le Mouvement cinq étoiles, qui participa aux deux gouvernements Conte ; il fut allié tout d'abord à *La Lega* puis aux Démocrates, alliances successives des contraires. Parallèlement, les lointains héritiers du PCI, PDS tout d'abord, PD (parti démocrate) puis *I democratici*, ne parvinrent jamais sinon à dépasser, à tout le moins à égaler les scores de leur prédécesseur. Certes, au contraire de ce dernier, cela ne

l'empêcha pas de conquérir le pouvoir, au prix parfois de coalitions hétéroclites, mais il apparaissait le plus souvent fragile, bousculé par des crises politiques à répétition. Ces dernières, multipliées, en raison de nombreux facteurs (scandales éclaboussant Berlusconi, situation économique italienne, instabilité gouvernementale chronique...) amenèrent à nombre de gouvernements techniques dirigés par des personnels issus de la société civile tels Mario Monti ou Mario Draghi, posant en ses fondements la question de leur légitimité démocratique. D'ailleurs le gouvernement de ce dernier, auquel refusa de participer *Fratelli d'Italia*, finit par tomber en 2022. Alors qu'en 2018 cette formation atteignait difficilement les 4,4 %, elle augmenta de 20 points son étiage en 2022, permettant pour la première fois à un parti postfasciste, héritier du MSI, d'accéder au pouvoir cent ans après la marche sur Rome, élevant par suite son score, aux élections européennes de 2024, jusqu'à tutoyer 29 % des suffrages.

C'est cette mutation dorénavant irréversible de la société politique italienne depuis les années 1990 que cet ouvrage propose de décrire, à travers diverses études, en forme de réflexion éparses, qui se proposent, chronologiquement, de dessiner la situation actuelle de la péninsule. Dissolution du Parti communiste, accession au pouvoir de Berlusconi réalisant l'union des droites et l'accès à son extrême aux responsabilités depuis trente ans, gouvernements techniques, itinéraire de *La Lega* et invariants structurels des extrêmes droites, à travers des allers-retours avec le monde politique français et à travers l'Histoire (notamment dans les articles consacrés à la gauche — *La gauche contre elle-même ?* — et aux extrêmes droites — *Voyage aux estremi* —) permettent de dessiner un tableau aux couleurs impressionnistes de la péninsule contemporaine depuis 1994.

RÉFLEXIONS ÉPARSES SUR L'ITALIE POLITIQUE CONTEMPORAINE

L Cet ouvrage se propose de décrire la mutation politique irréversible que l'Italie a connue depuis le début des années 1990. L'éclatement des partis politiques traditionnels, soit en raison de facteurs endogènes, la dissolution du parti communiste italien, soit exogènes, la crise politico-financière qui éclaboussa la Démocratie chrétienne, parti hégémonique depuis la Libération, ainsi que ses alliés, permit à Berlusconi, à l'occasion en 1994 d'une campagne éclair digne d'une *Blitzkrieg*, d'accéder au pouvoir. Ce dernier réunit l'union de toutes les droites, jusqu'à associer à ses différents gouvernements les différentes extrêmes droites de la péninsule.

Les réflexions éparées qui traversent ce livre brossent un tableau de l'Italie politique contemporaine, allant de la lente submersion de la gauche, qui ne s'est jamais relevée de la disparition du PCI, jusqu'à l'accès au pouvoir de l'extrême droite depuis 2022.

***Julien Giudicelli**, maître de conférences HDR en droit public à l'Université de Bordeaux, s'est spécialisé dans le droit constitutionnel comparé, manifestant une appétence particulière pour le droit italien. Cela l'a conduit à étudier, par suite, l'histoire contemporaine de la péninsule et, plus largement, l'histoire des idées, indispensable pour comprendre certaines problématiques. C'est notamment le cas du dernier chapitre de cet ouvrage relatif aux extrêmes droites et à leurs sources théoriques.*

Photographie de couverture : © Pixabay

ISBN : 978-2-336-49051-9

19 €

